

Les sociétés canadiennes sont libres d'accepter certaines clauses de boycottage et de se passer de l'appui du Gouvernement pour les projets concernés. Toutes les sociétés canadiennes, toutefois, qu'elles acceptent les dispositions du boycott ou non, seront tenues de faire rapport au Gouvernement chaque fois qu'elles se soumettront aux dispositions d'un boycott. Les renseignements contenus dans ces rapports seront rendus publics.

Le Gouvernement sait que les pays arabes considèrent le boycottage envers Israël comme une arme économique légitime dans la guerre incessante qui les oppose à ce pays. Pour sa part, le Canada souhaite améliorer ses relations et intensifier son commerce de marchandises dites "pacifiques" avec toutes les nations de la terre. Toute discrimination contre des ressortissants ou des sociétés du Canada vient à l'encontre de notre conception de l'équité et le Gouvernement est déterminé à faire en sorte que ses programmes n'avalisent en aucune façon des mesures discriminatoires.